

Alternative démocratique de sortie de crise ou reproduction du système ?

1^{re} partie

Par Ahmed Meliani,
secrétaire général
par intérim du MSD

Dans un monde instable qui connaît une accélération et des bouleversements sans précédent, l'Algérie de 2007 sera-t-elle l'Algérie des luttes démocratiques et citoyennes, celle de la mise en œuvre d'une alternative démocratique autonome et crédible ou sera-t-elle l'otage encore une fois des "solutions et des recettes" éculées et qui reproduisent dangereusement et sans cesse le système rentier bureaucratique allié à l'islamisme ?

Les derniers développements montrent que les priorités du pouvoir ont été et continueront à être autres que ce qu'en attendent les citoyens et le devenir démocratique de la nation. Le dernier discours de Bouteflika, à l'occasion de la promulgation de la loi de finances, derrière l'illusionnisme de "progression" qu'il représente n'est-il pas en fait une reconnaissance de la panne du pouvoir à répondre aux exigences de changement toujours déçues de la société ? Huit ans après son arrivée au pouvoir, Bouteflika sert encore des promesses.

Le pouvoir semble naviguer à vue sans savoir vraiment où il va.

A tous les niveaux et dans tous les domaines, le constat est sans appel : l'Algérie est en panne.

Elle n'arrive toujours pas à trouver une issue démocratique, patriotique et moderne à la crise, elle n'arrive toujours pas à exploiter ses atouts, sa position géostratégique, ses potentialités matérielles et humaines, et l'embellie financière. Cette dernière due essentiellement à l'aubaine de la hausse du prix des hydrocarbures n'est pas rentabilisée dans le cadre du développement des forces productives et pour mieux négocier l'insertion de l'Algérie dans la Division internationale du travail. Les citoyens ont le détestable sentiment de s'appauvrir davantage à mesure que l'Etat devient riche. Nous sommes en train de passer de la crise des caisses vides à celle des caisses pleines à craquer. La longévité de la crise, l'impasse sur les véritables réformes dont a besoin le pays, le recul sur les acquis d'Octobre 88... dénotent à la fois de la régression du rapport de forces politiques dans laquelle a sombré le pays et de la crise des "solutions préconisées et ressassées par le pouvoir" de sortie de crise.

Après avoir passé son premier mandat à se plaindre qu'il n'a pas les coudees franches pour appliquer son programme, comprendre par-là que la situation ne permettait pas encore d'infléchir le rapport des forces en place, Bouteflika est obligé d'inventer chaque fois de nouveaux boucs émissaires et de substituer idéologiques pour justifier l'impasse du pouvoir qu'il incarne.

Ni la réconciliation n'a ramené la paix ni le programme de soutien à la relance économique n'arrive à faire sortir la société du marasme socioéconomique et de la dégradation sans précédent des conditions de vie.

Fait isolé ou corruption endémique au système et à la nature de l'Etat ?

Véritable procès ou parodie de justice, le procès de Khaliifa est censé témoigner de la volonté du système à s'attaquer au phénomène de la corruption qui a tendance à devenir institutionnelle et structurelle. Il ne doit pas et ne peut être l'arbre

qui cache la forêt. La corruption fait rage. Elle n'est pas une "déviation" du système, elle est inhérente à sa nature. La politique qui marginalise et isole toutes les forces de la production et du savoir ne peut qu'instituer la corruption comme mode généralisé de rapports sociaux et politiques.

La création du groupe Khaliifa était conçue comme un signal fort en direction des investisseurs aussi bien nationaux qu'étrangers. A un moment de grand besoin d'investisseurs, ce groupe était censé témoigner de la conversion du système au libéralisme. Pour cela, il fallait que toutes les institutions de l'Etat s'impliquent.

Très vite, des pans entiers du système ont saisi l'opportunité pour recycler les énormes fortunes acquises dans des conditions plus que discutables. Cette opportunité ne pouvait pas ne pas se transformer en une gigantesque entreprise de rapine et de vol à ciel ouvert qu'il est vain de vouloir attribuer à une seule personne !

Les Algériennes et les Algériens n'ont que faire d'un "procès" qui se noie dans un amas de détails qui, malgré leur couillonnisme, ne restent que des détails qui captent l'attention mais n'anchent pas la soif de vérité et de justice, ni qu'il fasse écran sur d'autres affaires scandaleuses comme celle de BRC, ni encore moins de savoir si la réglementation a été suivie à 50 ou 80%.

Ce qui les intéresse, c'est d'avoir des réponses à des questions simples : qui a ordonné les dépôts des fonds de la Cnas, de l'OPGI et autres institutions de l'Etat dans El Khaliifa Bank ? Pourquoi les autorités ont laissé des énormes sommes sortir illégalement du territoire national ? Qui a couvert de pareils agissements et rendu inopérante l'action des institutions légales prévues à cet effet ? A toutes ces questions, le procès répond par des silences gênés.

Par contre, ce sur quoi va déboucher ce procès avec certitude, ce sera l'approfondissement du divorce entre l'Etat et la société et l'accentuation du discrédit de la justice. Parce qu'avec toutes les précautions prises pour ce "procès" ne dévoile rien des secrets de système qui entourent cette affaire, une partie du voile s'est déchiré. Par petites bribes, les secrets du sérail commencent à sortir. Non seulement ces révélations ne sont pas l'émanation des institutions de l'Etat, mais au contraire, ces dernières sont instrumentalisées pour empêcher la vérité de se manifester, le divorce entre l'Etat et la société ne peut que s'élargir.

"Paix et réconciliation nationale" ou réconciliation entre les forces de la rente, de la spéculation et de l'économie informelle sous la bannière de l'idéologie islam-conservatrice ?

Le renforcement de l'intégrisme religieux dans les insti-

tutions incarné, entre autres, par la cooptation d'un de ses éminents représentants à la tête du gouvernement et son déploiement dans la dynamique de la consolidation de l'alliance islam-conservatrice au pouvoir est une confiscation de la victoire sur le terrorisme intégriste et se situe en porte-à-faux par rapport à l'expérience de la société et l'évolution de la conscience sociale. L'islamisme saisit la perche, par sa politique entriste et la pression terroriste et idéologique qu'il exerce, et tente de se redéployer et de reconquérir les positions qu'il a perdues dans la société profitant des concessions répétées que lui fait le pouvoir et la ténacité de la classe politique. Il profite aussi du recul de la vigilance théorique et pratique des forces démocratiques, banalisant le retour de Kébir et l'accueil qui lui a été réservé, les déclarations des chefs de file de l'islamisme et du terrorisme comme si aujourd'hui la solution viendrait de ceux-là mêmes qui ont mis le pays à feu et à sang.

La persistance du terrorisme islamiste, malgré sa mise en échec par la résistance multiforme de la société, de l'ANP et des forces de l'ordre, a été ravivée grâce à la "concorde civile" puis à la "charte" dite "pour la paix et la réconciliation" qui se sont traduites en grâces amnistiantes et en privilèges, exorbitants jusqu'à l'immoralité, accordés à ceux d'entre eux en détention. La dernière vague des attentats terroristes à Tizi Ouzou et Boumerdes, par leur ampleur et la logistique qui leur est sous-jacente, témoignent de l'échec de la politique dite de "réconciliation nationale". Ce sont là ses seuls résultats palpables.

Les citoyens, les patriotes, les familles victimes du terrorisme sont certainement ceux qui forment l'ensemble des indésirables et des exclus de cette réconciliation. Tous ceux qui ont combattu le terrorisme, dans et en dehors des institutions, dérangent.

L'alliance islam-conservatrice et à travers la politique dite de "réconciliation nationale" constitue l'essence et la raison idéologique de ce pouvoir : les discours et les pratiques rétrogrades des appareils idéologiques de l'Etat sont mis au service de l'embrigadement de la société ; la répression de toute forme de contestation systématique devient le rapport privilégié du pouvoir avec la société. Enfin, les intérêts étroits de la rente avec les secteurs de la spéculation inféodés au capital financier international fondent sa base économique. Le pouvoir, par sa démarche, marginalise les forces socioéconomiques porteuses de changement, les forces du travail, du capital et du savoir. Tout est fait pour maintenir l'Algérie sous la domination des forces islam-conservatrices et à confiner dans un rôle de pourvoyeur en hydrocarbures.

Révision constitutionnelle pour assoier les bases d'un Etat moderne ou pour permettre la reproduction du système ?

Faisant l'impasse sur la crise mère, celle de la nature l'Etat et retardant dangereusement sa refondation sur des bases républicaines, démocratiques et modernes, l'annonce

de la révision constitutionnelle a été présentée comme une solution magique aux problèmes de gouvernance et de pouvoir en Algérie. Le débat biaisé sur le type de régime présidentiel/parlementaire ou semi-présidentiel occulte les questions de fond : les institutions sont vidées de leur contenu et posent dramatiquement la crise de représentation et de représentativité dans notre pays. La Constitution devrait consacrer la citoyenneté, les libertés démocratiques collectives et individuelles, le droit à l'organisation et à l'expression. Pour cela, l'urgence de consacrer la séparation du politique et du religieux, la traduction des luttes citoyennes, l'abrogation de toutes les lois discriminatoires sont la seule voie possible pour l'Algérie de consacrer constitutionnellement les valeurs démocratiques à même de sortir l'Algérie de la crise. Le souci du pouvoir semble être ailleurs.

L'ensemble de la classe politique et la presse nationale ont cru déceler une volonté de Bouteflika de briguer un autre mandat, avant de se rabattre, suite à la maladie du président, sur les problèmes de succession que le système veut et pense régler en instituant le poste de vice-président.

Dans les deux cas de figure, on ne comprend pas les hésitations du pouvoir si les motivations sont claires et font consensus. Traduisent-elles des luttes d'appareils sourdes, mais coupées des véritables attentes de la société ? Expriment-elles des résistances non visibles dans tous les cas ? ou au contraire expriment-elles, avec la relance par Belkhadem du projet, la volonté de fixer constitutionnellement les acquis pour la tendance islam-conservatrice, dans le rapport des forces institutionnel, et mettre en place les mécanismes successoraux posés par la maladie de Bouteflika dans des conditions plus favorables ? Cette démarche, tout en soulignant la fébrilité du pouvoir et de l'alliance islam-conservatrice ainsi que le fossé les séparant eux et leurs projets des besoins de la société et des exigences de sortie de la crise de l'Etat, ne remet-elle pas, avec le processus électoraliste qu'ils se préparent à dérouler, à l'ordre du jour les grandes illusions, les attentes des initiatives de solution d'un hypothétique noyau de l'Etat auxquelles des démocrates devraient se préparer passivement.

Ce qui est visible, par contre, c'est la volonté du système de fermer la parenthèse des acquis démocratiques d'Octobre 88. Il veut juste soigner la forme à lui donner pour ne pas apparaître en décalage par rapport à la tendance mondiale vers la démocratisation.

Le travail d'érosion volontaire des libertés démocratiques est systématisé par les atteintes répétées aux droits des citoyens, à la liberté d'organisation et d'expression, au harcèlement judiciaire contre les militants, les journalistes et les ministres de la démocratie. Le maintien de l'état d'urgence ne semble s'appliquer que contre les forces citoyennes et démocratiques du pays.

Le pouvoir tente de reconfigurer la classe politique autour de l'alliance islam-conservatrice tout en maintenant un plura-

lisme de façade qui accepterait une "opposition à gauche comme à droite", mais articulée systémiquement à ses visées et qui lui servirait de caution pour la reproduction du système. Face à l'exigence de refonder la classe politique dans le sens de la démocratie moderne, le pouvoir préfère une classe politique acquiescente à la réconciliation qui, quelle qu'en soit la forme, ne dérange pas, celle qui s'engouffre dans son "tunnel".

Le grand décalage entre une classe politique obsolète et l'évolution des aspirations et des exigences de la société ?

L'absence des perspectives et la dégradation des conditions de vie plongent la société dans un marasme ambiant dans lequel vivent les citoyens. Il est à la source tant de l'élévation du taux de suicides que du large mouvement désespéré des "harragas" auquel l'Etat ne réserve comme traitement que la poursuite pénale pour les jeunes qui "s'en sortent" saufs mais pas nécessairement sains ; par ailleurs, des pans entiers de la société préfèrent les émeutes et les mouvements de contestation exprimant ainsi leur perte de confiance dans les institutions et les instances "élues" et n'ayant d'autres recours pour poser leurs problèmes face au verrouillage de la vie politique et démocratique que ces formes extrêmes.

Le pouvoir et le système d'Etat, incapable de comprendre une société travaillée par les mutations démographiques sans précédent et une expérience accumulée dans le feu du combat contre l'intégrisme totalitaire, essaie de la maintenir prisonnière de structures obsolètes et d'un type d'organisation sociale éculé et aggrave ainsi la crise qui secoue le pays. L'Algérie est en train d'achever la transition démographique générant de nouveaux besoins : la scolarisation des filles, le recul de l'âge de mariage et la baisse de natalité qui leur est conséquente, la généralisation de l'organisation familiale cellulaire. Ces mutations démographiques et de la famille rendent obsolètes toutes les formes d'organisation sociétales et juridiques en vigueur, induisent des changements structurels sur les mentalités et les besoins nouveaux incompressibles des citoyens. Elles ne manquent pas de bouleverser la structure du marché du travail et créent objectivement les conditions d'amorce des processus d'individuation qui fondent l'émergence de la citoyenneté et d'une société civile moderne. Le pouvoir fait le pari périlleux de maintenir les anciennes solidarités, des lois éculées d'un autre âge et met sérieusement en péril les fondements modernes de refondation de l'Etat-nation dans un contexte de mondialisation accélérée.

Dans ces conditions, notre société résiste et poursuit ses combats multiformes, à l'exemple des récentes luttes des enseignants du secondaire, dont le technique, et du supérieur, des luttes sociales locales qualifiées injustement d'"émeutes" qui agitent diverses villes du pays, des grèves des travailleurs, des initiatives citoyennes locales, des multiples débats engagés sur des

questions sociétales, des écrits courageux de nombreuses personnalités, etc.

Elle se bat pour se sortir de la gangue rentière et de la chape de plomb auxquelles le pouvoir islam-conservateur s'acharne à la soumettre. Dans le mouvement inégal et non linéaire de ses luttes et résistances, elle initie des processus d'émergence de nouveaux leaders de la société civile, produit les embryons de ses propres formes d'organisation, expérimente ses propres formes de lutte et interpelle, plus fortement, ses forces démocratiques à se ressaisir. Elle les interpelle à lutter pour sortir des griffes de la toile d'araignée dans laquelle le pouvoir essaie toujours de les emprisonner, à redoubler de vigilance pour contourner aussi bien les rets qu'il tisse et ses tentatives tant de les maintenir divisées ou de "normaliser" de celles, organisées, qui ne cautionnent pas ses parodies électoralistes. Elle les interpelle, enfin, à unir leurs énergies et à se remobiliser pour donner un coup d'arrêt au processus de déliquescence qui mine notre pays et engager de manière autonome, avec et pour elle, une véritable alternative démocratique de sortie de crise.

Il est aisé de percevoir que la ligne de clivage essentielle qui, loin de se réduire à une participation ou non aux élections, se rapporte, au contraire, aux conditions d'exercice réel de la démocratie, de réalisation de la citoyenneté et des libertés démocratiques et d'organisation, la liberté d'expression. La démocratie ne se réduit pas à un acte de vote amputé des droits élémentaires à la parole et à l'organisation. Ceux qui se battent l'ont bien compris. Ceci explique pourquoi la tendance lourde est à l'abstention et au boycott. La démocratie, comme la modernité, est une ensemble de valeurs, de discours et de pratiques qu'on ne peut saucissonner sans risque de les pervertir, elles ne sont pas en opposition à notre patrimoine, à notre histoire ; bien au contraire, elles sont la condition de leur réappropriation et la base de toute projection dans l'avenir.

Seule une large mobilisation autour des libertés démocratiques et politiques, pour le droit à l'organisation autonome syndicale et citoyenne, pour le droit à la grève, la dépénalisation du délit de presse, contre le déni de justice et les poursuites judiciaires contre eux qui luttent quotidiennement, pourrait amorcer un véritable processus qui redonnerait au suffrage universel son essence démocratique. Les syndicats, les associations féminines, les associations de la société civile, les mouvements contestataires, les patriotes et les familles victimes du terrorisme, le capital productif public et privé, les forces du savoir et de la science constituent la base sociopolitique et économique des démocrates. La tâche la plus urgente est de construire, avec ces forces, le large rassemblement, et non pas leur tourner le dos pour d'hypothétiques parodies électoralistes qui reproduisent la crise.

Alger, le 19 février 2007
A. M.